



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 4 juin 2012 (06.06)
(OR. en)**

10603/12

**ENFOPOL 154
TELECOM 116**

NOTE POINT "I/A"

du:	Secrétariat général
aux:	Comité des représentants permanents/Conseil
n° doc. préc.:	10004/1/12 REV 1 ENFOPOL 139 TELECOM 102
Objet:	Projet de conclusions du Conseil sur l'établissement d'un Centre européen de lutte contre la cybercriminalité

1. Pour faire suite à la publication de la Commission intitulée "Combattre la criminalité à l'ère numérique: établissement d'un Centre européen de lutte contre la cybercriminalité" (doc. 8543/12 ENFOPOL 94 TELECOM 72), la présidence a élaboré le projet de conclusions du Conseil sur l'établissement d'un Centre européen de lutte contre la cybercriminalité.
2. Le projet a été examiné lors de la réunion du groupe "Application de la loi" du 13 avril 2012 et lors de la réunion du CATS du 24 mai 2012, et a fait l'objet d'un accord à la suite des discussions qui ont eu lieu lors de la réunion des conseillers JAI du 29 mai 2012.
3. Compte tenu de ce qui précède, il est demandé au Coreper d'inviter le Conseil à approuver le projet de conclusions du Conseil sur l'établissement d'un Centre européen de lutte contre la cybercriminalité figurant en annexe.

Projet de conclusions du Conseil
sur l'établissement d'un Centre européen de lutte contre la cybercriminalité

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

ATTENDU que l'internet fait désormais partie intégrante de la société moderne, à laquelle il est aujourd'hui indispensable, et qu'il est devenu un moteur de la croissance économique dans l'Union européenne offrant de nombreuses possibilités aux citoyens et aux entreprises;

PRÉOCCUPÉ par les menaces de plus en plus nombreuses que la cybercriminalité fait peser sur les citoyens et les entreprises de l'Union;

CONSCIENT que, en raison de son infrastructure internet avancée, de son grand nombre d'internautes et de l'intervention croissante de l'internet dans ses transactions commerciales et ses systèmes de paiement, l'Union européenne est particulièrement visée par la cybercriminalité;

CONSCIENT du caractère transnational intrinsèque de la cybercriminalité, qui atteint souvent un grand nombre de victimes et implique des suspects établis dans diverses parties du monde;

SE RENDANT COMPTE que les forces de police nationales ne peuvent à elle seules mener à bonne fin des opérations transfrontières de grande échelle pour lutter contre la cybercriminalité, mais qu'il faut que les autorités répressives, alliées à des parties prenantes publiques et privées, adoptent une approche reposant sur la coordination et la collaboration;

RAPPELANT la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité du 23 novembre 2001 qui en appelle au renforcement de la coopération internationale et à la poursuite d'une politique commune de lutte contre la criminalité visant à protéger la société contre la cybercriminalité;

RAPPELANT que, dans le programme de Stockholm, le Conseil européen a invité la Commission à, entre autres, prendre des mesures pour renforcer les partenariats entre les secteurs public et privé dans le domaine de la lutte contre la cybercriminalité, et a invité Europol à élaborer une analyse stratégique de la cybercriminalité et les États membres à améliorer la coopération judiciaire dans les affaires de cybercriminalité;

RAPPELANT que le Conseil a fait de la lutte contre la cybercriminalité et l'utilisation de l'internet à des fins délictueuses par des groupes criminels organisés une des priorités de l'Union européenne pour la lutte contre la criminalité organisée entre 2011 et 2013¹, dans le cadre du cycle politique de l'UE pour lutter contre la grande criminalité internationale organisée;

RELEVANT que l'un des objectifs stratégiques² connexes de cette priorité de l'Union est l'établissement du Centre européen de lutte contre la cybercriminalité en tant que centre de liaison pour la répression de la cybercriminalité dans l'Union, qui permettra de réagir plus rapidement en cas d'attaque informatique;

RAPPELANT les conclusions du Conseil relatives à une stratégie de travail concertée et à des mesures concrètes de lutte contre la cybercriminalité³, dans lesquelles les États membres et la Commission sont invités à présenter des mesures fondées sur des études de cas tenant particulièrement compte des évolutions technologiques, afin de préparer, à court et à moyen terme, des outils à vocation opérationnelle;

DANS LE PROLONGEMENT des conclusions du Conseil relatives à un plan d'action visant à mettre en œuvre la stratégie concertée de lutte contre la cybercriminalité, adoptées le 16 avril 2010⁴, dans lesquelles le Conseil invite la Commission à réaliser une étude de faisabilité sur les possibilités de créer un centre de lutte contre la cybercriminalité, chargé d'exécuter plusieurs tâches à cet effet;

PRENANT ACTE du résultat de la conférence sur la cybercriminalité qui s'est tenue à Budapest les 12 et 13 avril 2011;

¹ Doc. 11050/11 JAI 396 COSI 46 ENFOPOL 184 CRIMORG 81 ENFOCUSTOM 52 PESC 718 RELEX 603.

² Doc. 15850/11 JAI 758 COSI 84 ENFOPOL 371 CRIMORG 191 ENFOCUSTOM 128 CORDROGUE 67 PESC 1321 RELEX 1081 COAFR 296 COWEB 236 TRANS 283 UD 275 FRONT 138 GENVAL 111.

³ Doc. 15569/08 ENFOPOL 224 CRIMORG 190.

⁴ Doc. 5957/2/10 CRIMORG 22 ENFOPOL 32.

NOTANT que l'article 4 de la décision du Conseil du 6 avril 2009 portant création de l'Office européen de police (Europol)⁵, en liaison avec l'annexe de cette décision, confère à Europol une compétence couvrant la criminalité informatique;

CONSTATANT par ailleurs que le rapport d'évaluation de la menace que représente la criminalité organisée (OCTA) publié en 2011 par Europol définit la cybercriminalité comme un phénomène qui nécessite un niveau élevé de coordination et d'analyse des renseignements dans le cadre de la coopération des services répressifs afin de dresser un tableau précis de la situation et d'élaborer des réponses ciblées;

CONSCIENT que, bien que l'Union ait lancé différentes initiatives visant à lutter contre la cybercriminalité, il reste plusieurs obstacles au niveau européen qui empêchent toujours d'enquêter sur la cybercriminalité et de poursuivre ses auteurs de manière efficace;

PAR LA PRÉSENTE

ACCUEILLE avec satisfaction la communication de la Commission intitulée "Combattre la criminalité à l'ère numérique: établissement d'un Centre européen de lutte contre la cybercriminalité"⁶, dans laquelle elle propose de mettre en place un Centre européen de lutte contre la cybercriminalité qui aidera les États membres et les institutions de l'Union européenne à développer des moyens opérationnels et d'analyse aux fins des enquêtes et de la coopération avec les partenaires internationaux;

SOUTIENT la proposition de la Commission visant à installer le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité dans les locaux d'Europol;

INSISTE sur la nécessité de veiller à ce que le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité fasse partie de la structure existante d'Europol afin de faciliter la collaboration avec les services chargés de la lutte contre d'autres formes de criminalité.

SOULIGNE la nécessité pour les États membres d'associer le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité aux opérations transfrontières en matière de lutte contre la cybercriminalité et, s'il y a lieu, aux enquêtes transfrontières en la matière, ainsi qu'aux actions de sensibilisation, au renforcement des capacités et aux mesures de prévention de la criminalité, et d'en tirer le meilleur parti;

⁵ JO L 121 du 15.5.2009, p. 37.

⁶ Doc. 8543/12 ENFOPOL 94 TELECOM 72.

CONVIENT que le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité devrait notamment concentrer son action sur les cybercrimes commis par des groupes criminels organisés, les cybercrimes lourds de conséquences pour leurs victimes et les cybercrimes à l'encontre des infrastructures et systèmes d'information critiques de l'Union, tout en garantissant la souplesse nécessaire pour prévenir l'émergence de nouvelles menaces informatiques et y faire face;

CONFIRME que le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité devrait servir de point de convergence européen des informations relatives à la cybercriminalité, mettre en commun l'expertise en matière de cybercriminalité pour soutenir les États membres dans le renforcement de leurs capacités, et apporter un soutien aux enquêtes sur la cybercriminalité menées dans les États membres;

EST D'AVIS que, dans les travaux à mener en ce sens, les États membres pourront s'appuyer sur leurs propres cadres juridiques et mécanismes de signalement des actes de criminalité au niveau national;

INSISTE sur l'importance de veiller à ce que le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité coopère étroitement avec d'autres agences et acteurs compétents tels qu'Eurojust, le CEPOL, Interpol, l'Agence européenne chargée de la sécurité des réseaux et de l'information (ENISA) et l'ensemble du réseau des équipes d'intervention en cas d'urgence informatique (CERT), sans oublier le secteur privé, pour, dans les faits, broser un tableau plus précis de la cybercriminalité en Europe et étendre l'échange de bonnes pratiques en matière de lutte contre ce phénomène;

INSISTE également sur la nécessité de veiller à ce que le Centre européen de lutte contre la cybercriminalité coopère étroitement avec les instances existantes de l'Union qui luttent contre la cybercriminalité, et qu'il soutienne les activités menées par ces instances et tire parti de leurs compétences;

SOULIGNE que l'établissement du Centre européen de lutte contre la cybercriminalité au sein de la structure de gouvernance d'Europol devrait permettre aux principales parties prenantes, telles qu'Eurojust, le CEPOL, les États membres représentés par la task force "cybercriminalité" de l'Union européenne, l'ENISA et la Commission, de contribuer à l'orientation stratégique du centre, sans créer de charge administrative superflue;

INVITE LA COMMISSION, en consultation avec Europol, à préciser davantage l'étendue des tâches spécifiques du Centre européen de lutte contre la cybercriminalité et à présenter une évaluation plus détaillée des coûts, afin que l'on puisse estimer les ressources qui seraient nécessaires pour que le centre soit opérationnel en 2013, sur la base de l'étude de faisabilité et des travaux effectués par l'équipe chargée de l'établissement du Centre européen de lutte contre la cybercriminalité. La Commission fera rapport au Conseil, au sein du groupe "Application de la loi" et, le cas échéant, d'autres instances compétentes du Conseil, pour permettre à celui-ci de suivre et soutenir les progrès concernant la mise en place et les travaux du Centre européen de lutte contre la cybercriminalité;

NOTE que l'établissement du Centre européen de lutte contre la cybercriminalité devrait être pris en compte lors de la révision de la base juridique d'Europol et de l'allocation de ressources à Europol, sous réserve des décisions des autorités budgétaires et sans préjudice du cadre financier pluriannuel.
